



# DEMOCRATIE PARTICIPATIVE

« Construire Rhône-Alpes ensemble »

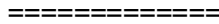
REUNIONS MARS-AVRIL 2005  
VALENCE (DROME), SAINT-ETIENNE (LOIRE),  
LA ROCHE-SUR-FORON (HAUTE-SAVOIE), PRIVAS (ARDECHE),  
ROANNE (LOIRE), LYON (RHONE), CHAMBERY (SAVOIE),  
PERONNAS (AIN), ANNECY (HAUTE-SAVOIE), DONZERE (DROME), GRENOBLE (ISERE)

# ANALYSE DES REUNIONS

Denis Muzet

11 mai 2005

S O M M A I R E



I - SYNTHÈSE.....	3
II – RÉSULTATS - Rappel de la démarche .....	6
Première partie – Le préalable : être présent et agir .....	8
Deuxième partie – Les conditions : clarifier et expliquer.....	12
Troisième partie – Les défis : concilier et réconcilier .....	16
Quatrième partie – Le projet politique : équilibrer et construire l'équité ou l'égalité... ..	24

## I - SYNTHÈSE

### UN PREALABLE : ETRE PRESENT ET AGIR

La première demande adressée aux élus est d'être présents et d'agir. Mais certains des habitants de la région interrogés entendent bien, eux aussi, être acteurs. Parmi ceux-ci, les jeunes - et les populations immigrées - particulièrement, déçus par les hommes politiques, disent vouloir participer à l'action, en être en quelque sorte les coproducteurs. La Région, dans le prolongement naturel de la démarche engagée à travers ces Assises, est attendue comme initiatrice et accompagnatrice d'un accès au pouvoir des citoyens qui ne soit pas que symbolique, mais réel. La démocratie représentative, mise en cause et décrédibilisée de toutes parts, ne suffit plus, pas plus que ne suffit la démocratie consultative. En réponse à la proposition de démocratie participative qui leur est faite, les habitants de Rhône-Alpes expriment une forte demande de participation à la décision.

Mais une telle démarche suppose, de la part des élus, une écoute. Elle implique aussi leur présence et leur intervention concrètes sur le terrain : par ces temps de soupçon et d'incrédulité absolue, on a besoin de les voir et de les toucher pour les croire... D'une manière générale d'ailleurs, la demande est moins d'aide financière que de soutien moral, de prise en considération et de participation à l'action et aux décisions, dont le premier signe consisterait à ce que les élus accusent systématiquement réception des courriers qui leur sont adressés.

### Une condition : un devoir de pédagogie de l'action régionale

Les régions, en tant qu'institutions, ont vu arriver ces dernières années de nouvelles charges et de nouveaux pouvoirs, tandis que les nations, simultanément, voyaient certaines de leurs attributions traditionnelles les quitter pour être désormais exercées à l'échelle supranationale. Notre pays, en outre, se trouve aujourd'hui plongé dans une mondialisation accélérée qui ne laisse pas d'inquiéter ses habitants, et au premier chef ceux de Rhône-Alpes, une région particulièrement impactée par de telles évolutions comme seconde région de France et compte tenu du poids de son activité tant industrielle que touristique. Cela confère à l'institution régionale, à l'heure où les repères sont brouillés et les acteurs décrédibilisés, un nouveau rôle politique, mais aussi une responsabilité éminente de pédagogie de son action.

En effet, le sentiment dominant que le politique, au sens de la gouvernance nationale, a abdiqué face aux "marchands" et est impuissant à résoudre l'essentiel des problèmes qui assaillent notre vie quotidienne, produit ipso facto un effet de légitimité qui bénéficie à tout pouvoir repéré, localisé et disponible. La Région, de par sa proximité au citoyen et, dans le cas présent, l'affirmation de sa disponibilité, est donc tout naturellement prise au mot. Le nouveau mode de scrutin a fait de l'élection régionale une élection plus populaire et la victoire massive de la gauche a créé un petit événement politique. La Région est donc interpellée mieux et plus fort que tout autre acteur possible, comme en témoigne l'affluence aux réunions organisées et la qualité des interventions suscitées.

Il lui faut donc répondre à une triple attente impérieuse :

- une attente de clarification du rôle de l'administration territoriale
- une attente de pédagogie de son action : que peut-elle ? Que ne peut-elle ? Que peut-elle avec d'autres, avec qui et à quelles conditions ? Il est essentiel de démêler les fils des attributions et des financements, de commencer un travail d'explication et de clarification, car le citoyen, insuffisamment informé et qui n'a pas intégré les derniers développements administratifs, erre trop souvent d'une instance à l'autre, à la recherche du bon guichet

- sans oublier, enfin, une attente plus classique mais néanmoins vigoureuse de maintien des services publics.

#### Deux défis : concilier et réconcilier

Traversée de courants contraires, pètrie de contradictions, Rhône -Alpes est à l'image du Français d'aujourd'hui, qui entend concilier des aspirations diverses et contradictoires. Il lui faut pour cela dépasser les préjugés et faire des choix. Dans l'échelle des priorités qui assaillent la région, trois niveaux nous paraissent devoir être distingués :

- au premier niveau, s'imposent d'abord les urgences : de nombreux habitants souffrent et attendent une aide ; il faut leur tendre la main, et d'abord réconcilier, relier les populations entre elles, réparer le lien social meurtri tout à la fois par les problèmes d'emploi et de reconversion, le drame du logement et du prix du foncier, l'insuffisance des moyens de transport, tant au plan quantitatif que qualitatif, dans les limites des compétences de la Région

- au second niveau, viennent les indispensables et multiples compromis ou conciliations nécessaires : faire la synthèse entre la puissance économique de la région et la préservation d'un équilibre écologique fragile est la première d'entre elles ; simultanément la demande d'une conciliation entre nature et modernité, entre agriculture et industrie, ou entre paysage et habitat, n'est pas une revendication générale et théorique, d'ordre incantatoire. Elle est une réalité aigue que les agriculteurs portent avec conviction, car ils éprouvent mieux que quiconque, sur le terrain, la difficulté qui consiste à faire rentrer sans cesse de nouveaux contenus dans les mêmes contenants

- au troisième niveau, enfin, doivent être prises en compte un certain nombre d' aspirations qualitatives qui, si elles sont moins centrales, ne doivent pas pour autant être reléguées à la marge : la culture en Rhône -Alpes tout d'abord, contrairement à ce que l'on voit dans d'autres régions de France, n'est que rarement évoquée au sein des réunions ; mais si sa revendication est loin d'être prépondérante, il n'y a pas de doute qu'elle a un rôle essentiel à jouer dans le processus de construction de l'identité régionale et de reconstruction du lien social. Comment l'intégrer dans le projet afin d'en faire un moteur de la conciliation, tel est le défi posé.

Quant à l'agriculture, dite à l'ancienne, de qualité, biologique ou des circuits courts, elle ne surgit qu'à la marge, ou plus exactement qu'aux marges du territoire, certes portée par des acteurs résolus et organisés, mais cantonnée, reléguée à un arrière -plan, y compris en termes géographiques, sur le versant ouest ou auvergnat de Rhône -Alpes. Elle doit être soutenue et encouragée.

#### Le projet : équilibrer et construire l'équité ou l'égalité

La question de l'identité de la région renvoie d'emblée aux problèmes de l'intégration, qui sont loin d'être réglés, même s'ils ne sont pas pointés de façon insistante au sein des réunions. Elle débouche surtout sur la question de la solidarité intra régionale. Là encore il s'agit de réconcilier. Un équilibre, une complémentarité, sont attendus entre les différentes parties du territoire. Encore faut -il pour cela rapprocher, ne serait -ce que par des moyens de transport plus performants, des zones qui sont aujourd'hui séparées et qui ont tendance à s'ignorer.

Mais la question de l'identité n'est rien par rapport à une demande systématique et beaucoup plus fondamentale, celle de l'équité territoriale, un mot qui peut s'entendre tantôt au sens d'équilibre, tantôt au sens de justice, tantôt enfin à celui d'égalité. De revendications personnelles (moi je !) en revendications catégorielles, portées avec talent et professionnalisme par de nombreux intervenants "au nom de tel ou tel

acteur local”, la région est prise d’assaut. De telle sorte qu’on peut voir dans le mot d’équité l’essentiel de l’exigence des habitants, qui suffit à elle seule à définir un projet politique.

Certains se demandent, en effet, si Rhône -Alpes ne va pas être de plus en plus une région à deux vitesses. Afin de conjurer ce risque, l’équité (équilibre, justice, égalité parfois) est attendue dans tous les domaines :

- équité fiscale
- équité dans les aides publiques distribuées
- équité/égalité dans le respect des différences culturelles et communautaires (y compris dans l’accès au droit et dans la lutte contre les discriminations)
- équité/égalité dans l’accès à l’éducation
- équité/égalité dans l’accès à la culture
- équité/égalité dans l’accès au haut débit numérique
- équité/égalité, enfin, dans l’accès à la formation et au travail.

Mais l’équité ou l’égalité ne vont pas sans le contrôle des fonds qui sont distribués. C’est là une exigence majeure, qui s’accompagne d’une forte demande de transparence des pratiques, que seule une traçabilité des aides et de l’usage qui en est fait permettra d’obtenir.

## II - RÉSULTATS

### RAPPEL DE LA DÉMARCHE

L'analyse de l'ensemble des verbatim de l'enquête qualitative audiovisuelle, réalisée à l'automne 2004, a fait apparaître quatre priorités transversales d'orientation pour la région Rhône -Alpes :

- une demande de construction d'un avenir commun régional
- une demande de réconciliation entre développement économique et démographique, et environnement
- une demande de réduction des inégalités territoriales de la part de ceux qui se sentent abandonnés ou à l'écart
- le désir d'une nouvelle gouvernance de la région, caractérisée par une plus grande proximité et un dialogue personnel avec le Président et les élus.

L'action était attendue dans cinq domaines :

- l'environnement
- le développement économique, l'emploi et la reconversion industrielle
- le logement et la maîtrise du foncier
- les transports et les déplacements à l'intérieur de la région
- la jeunesse et le vivre ensemble.

Le rapport qui suit présente l'analyse et la synthèse de l'ensemble des réunions organisées durant les Assises Territoriales :

- 12 réunions : successivement à Charbonnières (69), Valence (26), Saint -Étienne (42), La Roche sur Foron (74), Privas (07), Roanne (42), Lyon (69), Chambéry (73), Péronnas (01), Annecy (74), Donzère (26), Grenoble (38)
- plus de 24 heures de débat
- 6338 participants
- 1644 contributions recueillies dans le cadre des 4 ateliers qui ont suivi chacune des réunions.

Les quatre priorités apparues à travers l'enquête audiovisuelle sont pleinement confirmées. Au-delà, ces réunions ont permis de faire émerger de nouvelles demandes qui sont adressées à la Région, et que ce rapport va présenter et illustrer :

- un préalable : PRÉSENCE ET ACTION

Les habitants disent aux élus : venez et agissez ! Et ils ajoutent : on veut agir avec vous...

- une condition : CLARIFICATION ET EXPLICATION

Les habitants demandent à la Région de clarifier ce qu'elle fait et d'expliquer ce qu'elle peut faire pour eux

- un défi : CONCILIATION ET RÉCONCILIATION

Les habitants demandent à la Région qu'elle concilie des aspirations disparates et qu'elle réconcilie les territoires

- un projet politique : ÉQUILIBRE ET ÉQUITÉ

Les habitants demandent aux élus de mettre en place une équité (au sens d'équilibre, de justice ou d'égalité) à tous les niveaux, d'assurer son contrôle et sa transparence.

Première partie  
LE PRÉALABLE

ÊTRE PRÉSENT ET AGIR

Une demande d'action partagée

De façon significative, la première demande exprimée spontanément, lors de la première des 11 réunions, est une demande d'intervention, qui émane d'une lycéenne :

Anais LAMBERT - Lycéenne - Dieulefit

Je voulais savoir si des jeunes pouvaient être plus présents avec vous, pour pouvoir comprendre et pour pouvoir prendre des décisions avec vous pour améliorer la vie ensemble dans la région.

Il ne faut pas s'y tromper, dans cette demande spontanée – que d'aucuns caractériseraient de naïve – le mot "comprendre" est à entendre au sens de "prendre avec", c'est -à-dire une demande d'accès au pouvoir et à la prise de décision. Les citoyens, et parmi eux particulièrement les jeunes (et les populations immigrées), déçus par les hommes politiques, entendent désormais participer à l'action. Ils veulent en être les coproducteurs. Il y a chez eux une exigence d'action partagée.

Marie-Joséphine KONÉ - Gérante de restaurant - Echirolles

Je suis restauratrice, femme immigrée et diplômée. C'est juste une petite boutade pour ceux qui sont dans la salle, pour répondre un peu à madame Galland. Je la rejoints sur ses propos concernant le souci de la parole qu'on ne donne pas aux immigrés. Ceux-ci ne sont pas écoutés. C'est également la question de la place des jeunes, celle des femmes. J'ai pris la décision de créer ma propre entreprise. Messieurs du Conseil général ou régional et tous les politiques présents, je ne vous dis pas combien il est compliqué d'être femme. Mais diplômée et Noire, je cumule toutes les tares. Je voudrais vous dire directement que j'ai décidé de prendre la nationalité française, par ce que j'en avais assez que ce soit d'autres qui décident à ma place. Je suis Française, j'ai le droit de décider et je vous fais un appel du pied : je suis immigrée, je suis à l'écoute des jeunes, je peux prendre ma part dans la démocratie que vous mettez en place. Je me sentais Iséroise auparavant, maintenant je me sens Rhônalpine. C'est très bien. Je ne savais pas ce qu'était Rhône - Alpes, je la connaissais au niveau géographique. Cela avait du sens au niveau politique, mais je me sens un peu plus concernée. Si vous avez besoin de réflexion, de personnes qui peuvent vous aider à écouter, à voir et à regarder les gens d'ailleurs que nous sommes, je suis prête à travailler avec vous.

Sylvie - Comédienne et animatrice - Valence

Et pour finir, je veux bien que vous preniez mes coordonnées, parce que moi j'ai plein d'idées à vous amener, j'ai vadrouillé pendant vingt ans....



David

J'ai 19 ans. J'aurais voulu rebondir un peu sur tout ce qui avait été dit à propos des jeunes, notamment la création d'un Conseil des jeunes Rhône-Alpes, je ne pense pas que ce soit une super idée, parce qu'à ce moment là, pourquoi pas créer un Conseil du 3<sup>ème</sup> âge Rhône-Alpes, pourquoi pas créer un Conseil..., je ne sais pas, enfin, on peut décliner tout ça à l'infini, et je ne pense pas que c'est ce que veulent les jeunes, je pense que les jeunes devraient avoir accès directement au Conseil régional et en faire partie et ne pas les laisser à part et les considérer comme.... (...) il faudrait les inclure dans.... Là on parle au niveau de la Région, mais je veux dire, mais au niveau de l'Assemblée Nationale, au niveau des mairies, au niveau de tout ça, c'est pas en créant des comités de jeunes....Je veux dire, les jeunes, ça sera les vieux de demain, et donc pourquoi pas les faire participer directement en les mettant en position éligible sur les listes et voilà !

L'intervention des jeunes est comprise comme force de proposition :

Juliette Kahn - Etudiante - Grenoble

Je suis étudiante à l'université de Lettres de Grenoble. Si j'ai choisi d'être interviewée dans ce film, c'est parce que je pense qu'il est très important qu'on ait une véritable vision de ce que pensent les étudiants, les jeunes de la Région Rhône-Alpes. Ils sont l'avenir de cette Région. Leur positionnement est aussi important que celui du chef d'entreprise qui est présent, de l'ouvrier, etc. C'est une vraie population. Aujourd'hui à Grenoble, il y a à peu près 60 000 étudiants. Il y en a un peu plus à Lyon. Il ne faut pas oublier qu'il y a Chambéry, etc. C'est un véritable dynamisme, les étudiants sont aussi des personnes à écouter. Je pensais que c'était important que les étudiants soient présents dans ce film.

Pourquoi est-il important d'être écouté, selon vous ?

Nous sommes aussi une force de propositions. Nous avons une certaine vision de la Région qui n'est pas forcément celle qu'ont les autres.

Mais elle est aussi envisagée au sens de l'exercice de responsabilités et de pouvoirs. Dans cette perspective, et dans le prolongement naturel de la démarche consistant à donner la parole aux habitants, la région est attendue comme initiatrice et accompagnatrice de l'accès au pouvoir des citoyens :

Anaïs LAMBERT

Je pense que les jeunes et puis les élus, donc plus âgés, soient avec nous, et nous aident pour qu'on puisse aussi être comme eux, pouvoir réussir à prendre des décisions, être élus, comme il disait, et être avec eux.

Et vous voyez ça comment dans un organisme, dans des réunions ?

Oui, dans des réunions, dans des lieux bien particuliers... de toute manière, les jeunes c'est ceux qui seront à votre place après, donc il faut bien qu'on sache comment ça marche, et qu'on soit au courant de tout ce qui se passe. Donc il faut vraiment qu'on soit avec vous et que vous nous aidiez à suivre un bon exemple.

Cette logique d'action est essentielle, non seulement parce qu'elle est un préalable à tout projet collectif partagé, mais aussi parce que c'est à travers l'action que se construit une identité :

Martin BOISSIER - Lyon

Sur la question de l'identité, je pense que c'est un peu inutile d'en débattre, car l'identité ne se décrète pas, elle se construit, donc je pense que... agissons, et on aura notre identité.

Et pour que les choses soient claires, les habitants disent bien que, dans leur esprit, il ne s'agit pas simplement de consulter, mais bien de participer à l'action. En d'autres termes, la démocratie représentative, mise en cause et décrédibilisée de toutes parts, ne suffit plus. Pas plus que ne suffit la démocratie consultative. Sous le terme de démocratie participative, qui n'est pas une clause de style, les habitants ont bel et bien compris qu'il y avait une promesse de participation. Et qui dit participation dit action, sauf à galvauder les mots... :

Olivier CASSAGNE - Valence

Je suis d'un petit village au sud de Valence. Depuis le début de cette réunion, je me pose la question sur quelle est la finalité, ou comment ça fonctionne « construire Rhône-Alpes ensemble », vous avez parlé de politique participative, mais j'ai plutôt l'impression que c'est une consultation, une de plus, excusez-moi, les jeunes ont parlé tout à l'heure, quand est-ce qu'on va les mettre dans des conseils régionaux, mais ça, c'est vrai pour toutes les catégories de population, donc simplement, est-ce qu'on pourrait répondre à la question, qu'est-ce que c'est que cette réunion ? Qu'est-ce que c'est que ces ateliers derrière ? Est-ce que c'est participatif, ou est-ce que c'est encore un terme galvaudé, est-ce que c'est une consultation ? J'aimerais simplement que vous éclairciez les choses.

Et pour qu'il y ait participation, rappellent certains, cela suppose aussi que les possibilités de participer réellement soient réunies :

Pascale BOURSIER - Vendeuse Commerce alimentaire

Je viens de Nyons et je suis ici à titre de membre du collectif du démocratie participative, sur le nouveau pays qui est en train de se construire, qui s'appelle, « une autre Provence » donc, voilà, l'intérêt c'était de rencontrer des élus, de faire remonter nos espérances, nos espoirs, nos propositions de travail, parce que dans ce nouveau pays, une autre Provence, il y a énormément de gens au conseil de développement qui travaillent d'arrache pied, sur les thématiques que vous avez déjà énoncées dans les ateliers qui sont présentés ce soir, et de mon point de vue il me semble que cette démocratie participative est un peu bafouée, je vais vous dire sur un simple fait, qu'il nous est très difficile d'avoir des réunions en dehors des heures de travail, donc les gens qui participent à ces réunions de travail, sont obligatoirement déboutés s'ils ne sont pas, comment dire, payés par leur institutions ou des élus payés pour, donc ça sera un problème que j'aborderai évidemment dans l'atelier démocratie participative, qui est un gros obstacle pour qu'elle soit vraiment vivante.

### Écoute et prise en considération

Une telle démarche suppose, au minimum, de la part des élus, une écoute, ce que tient à souligner Jonathan à Donzère :

Jonathan - Lycéen - Donzère

Moi je voulais juste revenir sur deux choses qui ont été dites pendant la réunion, c'est qu'on a dit que nous on ne savait pas ce que ça voulait dire Rhône-Alpes, on n'a pas dit ça, on a juste dit que pour nous Rhône-Alpes c'était pas une identité. Et la deuxième chose, certaines personnes ont dit qu'on était pessimistes, on est peut-être pessimistes, mais c'est que déjà d'un, on ne nous écoute pas, et de deux, quand on a quelque chose à dire, les médias retournent complètement ce qu'on dit.

Elle suppose aussi leur présence et leur intervention concrète sur le terrain : par ces temps de soupçon et d'incrédulité absolue, on a besoin de les voir et de les toucher pour les croire... D'une manière générale d'ailleurs, la demande est moins d'aide financière que de prise en considération :

Jacques DU CHAYLARD – exploitant viticole - Lyon

Je crois que ce qui a été dit tout à l'heure dans le film, c'est le contact sur le terrain. C'est pas dans les grandes réunions, c'est pas dans les conférences, c'est pas dans les papiers, c'est sur le terrain, de venir voir ce qu'il se passe. Venir voir un petit peu une réunion de syndicat viticole, par exemple, regardez dans quoi on se démène, et on essaie de trouver des solutions. Aujourd'hui on n'y arrive pas, donc, c'est davantage dans le dialogue, dans la discussion, c'est pas les subventions qu'on recherche, c'est beaucoup plus les idées, c'est beaucoup l'aide, et être conscient des problèmes que nous rencontrons.

Le premier signe de cette prise en compte, pour les élus, consisterait à ce qu'ils accusent réception des demandes qui leur sont adressées, le fussent-elles par écrit :

Bernard TROULET - Grenoble

J'ai cherché pendant deux mois avec ses services de transport la lettre afin qu'on me réponde. À mon avis, je pense que le terme « démocratie participative » doit déjà commencer par « Nous avons reçu votre courrier, nous nous en occupons ».

Deuxième partie  
LES CONDITIONS

CLARIFIER ET EXPLIQUER

Un devoir de pédagogie de l'action régionale

Mais pour que l'action soit possible, encore faut -il que deux conditions soient réunies : l'explication et la clarification de ce que peut et de ce que doit la région.

En d'autres termes, il y a un devoir de pédagogie de l'action régionale en ces temps où les repères sont brouillés et les acteurs décrédibilisés. Les régions, en tant qu'institutions, ont vu arriver ces dernières années de nouvelles charges et de nouveaux pouvoirs, tandis que les nations, simultanément, voyaient certaines de leurs attributions traditionnelles les quitter pour être désormais exercées, parfois sous leur contrôle mais pas toujours, à l'échelle suprationale.

Notre pays est par ailleurs plongé depuis très peu d'années dans une mondialisation accélérée qui ne laisse pas d'inquiéter ses habitants. Ceux -ci, y compris dans les campagnes les plus reculées, parcourent le monde chaque jour et en éprouvent les multiples menaces, sinon physiquement, du moins électroniquement au travers des journaux télévisés et d'Internet. De surcroît, le pouvoir économique, commercial et financier, est venu concurrencer le pouvoir politique, au point que nombre de décisions échappent désormais aux élus et appartiennent au seul marché, sans que suffisamment de régulations aient été mises en place.

La région Rhône-Alpes, à la différence d'autres régions, est particulièrement exposée, pour ne pas dire impactée, par ces évolutions redoutables, comme seconde région de France et compte tenu du poids de son activité industrielle et touristique. Cela lui confère un nouveau rôle politique certes, mais aussi une responsabilité éminente de pédagogie de son action. Que peut -elle ? Que ne peut-elle ? Que peut-elle avec d'autres, avec qui et à quelles conditions ? Il est essentiel de démêler les choses et de commencer un travail d'explication et de clarification.

À la recherche du bon guichet

Le sentiment que la Région prend du pouvoir par rapport à un État qui se désengage, est en large partie éprouvé, mais le citoyen, insuffisamment informé et qui n'a pas intégré les derniers développements administratifs, erre trop souvent d'une instance à l'autre, à la recherche du bon guichet :

Audrey - Donzère

Je suis en seconde, les questions c'est déjà par rapport au lycée, parce que c'est vrai que même moi la Région Rhône-Alpes, je ne sais pas ce que c'est quoi ! Moi la Drôme, voilà l'Ardèche, mais bon en tant que Région Rhône-Alpes je ne sais pas du tout ce qu'elle souhaite apporter, qu'est -ce qu'elle compte faire pour les habitants de cette Région.

Claude VULLIET - La Roche-sur-Foron

Aujourd'hui, je crois que la Région c'est quelque chose d'important pour la bonne et simple raison c'est qu'on voit que l'État se désengage de plus en plus, et donne de plus en plus de pouvoir aux Régions, ce qui veut dire qu'aujourd'hui, si on doit attendre quelque chose de quelqu'un, c'est plutôt de la Région que de l'État, et ça veut dire, c'est quoi ? C'est l'éducation, c'est les transports, c'est les voies de circulation, c'est l'économie, enfin je veux dire, il y a plein de sujets.

Le sentiment dominant que le politique, au sens de la gouvernance nationale, a abdiqué face aux "marchands" et est impuissant à résoudre l'essentiel des problèmes qui assaillent notre vie quotidienne, produit ipso facto

un effet de légitimité qui bénéficie à tout pouvoir repéré, localisé et disponible. La Région, de par sa proximité au citoyen et, dans le cas présent, l'affirmation de sa disponibilité, est donc tout naturellement prise au mot. Elle est interpellée mieux et plus fort que tout autre acteur possible. L'affluence aux réunions, ainsi que la qualité des interventions suscitées, témoignent de la vigueur de cette interpellation.

Les habitants de Rhône-Alpes, quels qu'ils soient et quelles que soient leurs activités, cherchent donc le guichet...

Stéphane BATINE - Professeur d'histoire géographie - Saint-Étienne

Je voudrais vous dire une chose. Quand on essaie de faire avancer un dossier de restructuration, de rénovation pour améliorer un meilleur enseignement à nos élèves, on se heurte à une réalité qui doit être à peu près la même dans toutes les régions, c'est l'empilement des structures. La France a laissé comme héritage depuis les rois, les régions reprises par la 5<sup>ème</sup> république, les départements venant de la révolution, les municipalités révolution aussi, et toutes ces structures s'empilent, se contredisent et font tout pour qu'on arrive à rien. Alors à rien, ou tout au moins le plus tard possible.

Isabelle COUDRY - Chambéry

Je dirige donc un orchestre de musiciens handicapés mentaux et je vous assure que par leur volonté et par leur capacité, ils peuvent rivaliser avec des musiciens, normaux entre guillemets, et je voudrais qu'on puisse les soutenir, qu'on puisse les aider, et comme beaucoup de gens parmi nous ici ce soir, je ne fais jamais partie du bon cadre, alors c'est où on nous envoie sur le social, où on nous envoie sur la culture, la culture nous renvoie vers la DVS...etc. et c'est un véritable parcours du combattant et je vous remercie, mais j'aimerais bien pouvoir discuter avec quelqu'un.

Pascal MONFORT - Lyon

La deuxième question qui m'interroge, c'est de savoir que peut faire la région dans le cadre de ses attributions pour que chacun des Rhônalpins se sente bien, et aient les moyens de mettre en œuvre son activité, ait accès aux services publics, ait accès à un logement, ce qui à mon avis n'est pas une évidence dans la région.

Quelle part prend la région dans un processus complexe et partagé ? est une autre question posée aux élus régionaux, qui appelle des réponses les plus objectives possibles, plutôt que ce qui risquerait d'apparaître comme des règlements de compte ou de simples renvois de responsabilités... :

David ZÉRAT - Lyon

Tout ce que j'ai entendu dans ce film, pour moi, c'est pas spécifique de Rhône-Alpes. Et d'ailleurs, ça rejoint le fait que la plupart des compétences...Les gens ne savent pas, pour la plupart d'entre eux, effectivement ce que fait la région. J'ai la chance d'avoir fait des études de droit, je connais un petit peu ça. Les compétences qu'a la région c'est des compétences qui lui ont été transférées, et pour la plupart d'entre elles, l'Etat a conservé entre guillemets, la haute main sur ces compétences, donc tout ce qui se fait au niveau régional, ne peut pas se faire sans la collaboration, sans un partenariat serré avec l'Etat, et avec les autres collectivités. Donc, se demander ce que peut faire la région dans le cadre de ces politiques en matière économique ou autre, ça implique de savoir quel est le poids de la région, au niveau bien sûr économique mais aussi bien sûr politique par rapport aux autres partenaires impliqués dans ces politiques.

Fabiola DE FALCO - Présidente d'association

Je voudrais bien savoir à quoi ça sert d'élire des personnes qui ne sont pas là quand on va frapper à leur porte et qu'on a un projet qui est d'utilité publique, qui est là pour servir les habitants de tous les secteurs à tous les niveaux et à ce moment là que se passe-t-il ? On vous dit – Oh ben la Région, alors depuis tout à l'heure vous parlez de la Région, la Région, la Région, mais qui est la Région ? Ce sont des hommes, ce sont des élus et des politiques, et moi je voudrais avoir trois dimensions et non pas deux, sinon, je ne sers à rien, c'est une dimension économique, elle y est, une dimension humaine qui est sociale, qui existe, mais

nous, on n'a aucune dimension politique, donc je n'existe pas, « l'association Vieillir au village », n'existe pas.

Au-delà de sa relation à la nation, la région est impactée par la mondialisation :

Hubert COPPIN - Créateur d'entreprise

Je souhaiterais juste aborder ce problème, parce qu'on parle d'entité régionale, moi je pense que sur le plan de l'économie aujourd'hui, on est sur un plan de mondialisation, même si on peut s'en défendre, c'est un fait.

En l'absence de réponses perçues suffisamment adéquates de l'État aux effets de cette dernière et compte tenu de l'insuffisance générale de démocratie dans notre pays, il ne faut pas s'étonner que les citoyens se retournent vers les pouvoirs qui viennent à passer et qu'ils les interpellent, au même titre qu'ils interpelleraient le Premier Ministre ou le Président de la République s'ils les avaient en face d'eux (comme l'a fort bien montré l'émission de TF1 consacrée, le 14 avril dernier, au référendum européen...) :

Jean-Michel POMMARES – Beaumont-les-Valence

Je suis chef d'entreprise et on a tous un souci c'est de rester compétitif par rapport notamment à l'ouverture aux pays de l'Est grâce à l'Europe, c'est un bien pour la paix, mais c'est difficile pour l'emploi et c'est surtout difficile de rester concurrentiel, on n'a pas les mêmes bases de travail, on n'a pas les mêmes réglementations, je sais bien que ça concerne plus l'Europe, le commerce international que la Région, et à la limite, la question ça serait plutôt, qu'est-ce que peut la Région pour nous ? Comment la Région peut nous aider à garder les emplois, à les développer et à rester compétitifs sans être obligé de déplacer nos sièges sociaux, soit en Irlande, soit dans des paradis fiscaux, soit en Pologne etc. est-ce qu'on pourra continuer à avoir une entité française et une identité française en tant qu'entrepreneur ?

Les tomates viennent de Chine, de Turquie, du Maroc etc. nous, on n'en fabrique plus, aujourd'hui on a des subventions pour faire des jachères, alors mon métier est à cheval entre l'industrie puisque je suis à la fois commerçant, je suis fournisseur pour les agriculteurs, mais je vis grâce aux agriculteurs et mon activité dépend d'eux directement, je suis un petit peu le maillon entre l'industrie et l'agriculture, et aujourd'hui, ce maillon agricole et ce maillon industriel est particulièrement menacé principalement par les différences sociales, les différences de compétitivité au départ, on n'a pas les mêmes bases de travail, et nous, nous sommes sur des marchés qui sont internationaux. Donc ou on disparaît complètement dans dix ans, il n'y a plus d'agriculteurs en France et il n'y a plus du tout les métiers qui sont liés avec, notamment le mien, ou alors on s'y prend autrement et est-ce que justement, on peut attendre quelque chose de la Région ? Ou alors ce qui est possible que la Région me réponde, - la Région ne peut rien pour vous, voyez plus haut !

Michel VILLEND - Secrétaire du comité (inaudible un mot) d'ASCOM

Les multinationales font ce qu'elles veulent et que nous sommes montés depuis quatre ans que nous luttons contre le démantèlement de la société, on a connu sous le gouvernement de gauche, comme sous gouvernement de droite, des rencontres avec des élus de la Région, avec le Ministère de l'industrie pour avoir rendez-vous à l'époque où Fabius était au Ministère, il a fallu bloquer l'autoroute pour avoir un rendez-vous avec le Ministère, enfin vous voyez un peu le genre de truc, donc on se demande à quel niveau il y a des pouvoirs qui vont permettre que les multinationales dans notre pays et dans d'autres d'ailleurs hein, parce que les multinationales sont présentes dans tous les pays qui permettent quand même de sauver des pans de l'industrie qui sont sur des domaines qui sont loin d'être en perte de vitesse, mais donc les groupes font ce qu'ils veulent, parce qu'ils veulent faire rentrer du fric immédiat.

#### Simplifier et clarifier le rôle de l'administration territoriale

Quand agir, à titre individuel, ressemble à un "parcours du combattant", il faut déjà clarifier l'administration territoriale :

Christine MOLLE - Valence

Et le troisième point, c'est les difficultés administratives, le parcours du combattant pour des gens qui veulent faire des projets un peu importants, eh bien, dans ce cas là, on se retrouve confrontés à des difficultés énormes devant des mystères qu'on ne connaît pas encore en France, parce qu'on est très en retard, et que donc, on ne sait pas ce que c'est qu'un lagunage, on ne sait pas ce que c'est que des traitements par les roseaux, on ne sait pas récupérer l'eau de pluie, et on sait que l'eau de pluie est un problème majeur dans l'avenir, je veux dire, la pénurie d'eau, et que c'est notre devoir, nous, riches, de faire ce qu'on peut et de dépenser un peu plus d'argent pour mettre ces choses là en place et faire baisser les prix.

Georges MAJOR - Fédération des commerçants du Roannais

Et puis alors sur un autre sujet, juste une seconde, si l'on pouvait, et je vous en remercie, parce qu'on en a bénéficié, dans un autre domaine, au niveau des subventions, si on pouvait faciliter un petit peu le travail administratif qu'il faut faire pour obtenir les subventions, ça serait très sympa aussi.

#### Maintenir les services publics

Enfin, et ce n'est pas le moindre des problèmes, la région est évidemment interpellée sur la question cruciale du maintien des services publics :

Nicole BOUVIER - Premier adjoint au maire de Bourgneuf - CHAMBÉRY

Je voulais intervenir parce qu'ici dans le canton de Chamoux, il y a une dizaine de communes et cette année c'est pas de bol, il y a la perception, on nous annonce qu'elle va fermer, l'équipement qui nous aide, nous, les communes à instruire les dossiers de permis de construire, on nous annonce que l'antenne va fermer à la Rochette aussi, pas de bol non plus l'agence du Crédit Agricole donc ferme pour ce qui est de la partie guichet, et puis il est question aussi que la Poste ferme. Alors il faut savoir que dans les petites communes rurales, l'augmentation de la population c'est environ 10 % par an en ce moment, parce qu'il y a une pression qui est terrible au niveau foncier et donc beaucoup de constructions, et puis par ailleurs on a nos services de proximité qui ferment, et même nos services publics, alors vous allez dire, c'est pas nous qui décidons, ma question, c'est que comptez-vous faire vous à la Région pour nous aider à maintenir les services publics en particulier dans le canton de Chamoux et en général en Rhône-Alpes ?

Troisième partie  
LES DÉFIS

CONCILIER ET RÉCONCILIER

Concilier des aspirations contradictoires

Concilier est bien l'enjeu qui se pose aujourd'hui à la région. Traversée de courants contraires, pétrie de contradictions, Rhône-Alpes est à l'image du Français aujourd'hui, être aux aspirations multiples, qui veut concilier tout et son contraire, comme le suggère M. Charles ROTMEIHER...

J'ai 59 ans et je sévis dans l'industrie depuis plusieurs années, ça peut paraître surprenant qu'un industriel se trouve dans un milieu politique, alors ce que je voudrais dire d'abord Monsieur le Président, c'est qu'à entendre le film et les présentations des personnes qui sont tout à fait honorables et respectables, c'est que vous avez une tâche très ardue, parce qu'il faut concilier des vaches et des moins vaches, concilier des immeubles avec des paysages magnifiques, concilier des chômeurs avec des industriels, concilier des personnes qui n'ont pas moyen de transport avec des grèves SNCF, c'est dur, je crois que c'est très dur !

C'est dire qu'il lui faut dépasser les préjugés et, à un moment donné, faire des choix. Dans l'échelle des priorités qui assaillent la région, trois niveaux nous paraissent devoir être distingués :

- s'imposent d'abord les urgences : de nombreux habitants souffrent et attendent une aide ; il faut leur tendre la main
- les urgences à résoudre, les blessures à réparer, ne doivent pas faire fi des indispensables et multiples compromis ou conciliations nécessaires
- elles ont cependant pour effet de reléguer à la marge d'autres alternatives.

Les urgences qui s'imposent : emploi, logement, transports

Les réunions organisées aux quatre coins du territoire régional confirment à l'envi les priorités identifiées dès l'enquête audiovisuelle. Il faut réconcilier, c'est -à-dire relier les habitants entre eux, réparer le lien social abîmé et en souffrance, pas seulement dans les classes populaires :

- les problèmes d'emploi, de reconversion et de formation, qui étaient au cœur de l'enquête audiovisuelle préalable, sont relayés au sein des réunions :

Frédéric LOISEAU - Lyon

Je dirige une société d'ingénierie implantée dans la région lyonnaise, et je voudrais faire une petite parenthèse sur le problème de l'emploi, du recrutement, de la formation, des jeunes et de l'emploi. Ce que je vais vous dire n'est pas tout à fait un problème spécifique Rhône-Alpes, puisqu'on le rencontre...notre société fait partie d'un groupe privé implanté dans différentes régions de la France, et on le rencontre à peu près partout. Aujourd'hui les technologies vont très vite, les évolutions vont très vite, et donc aujourd'hui si une PME veut s'en sortir, il faut qu'elle fasse ressortir son savoir-faire, et apporter toute sa valeur ajoutée. Alors c'est qu'en France ces deux qualités on les a, bien heureusement, et depuis toujours, mais pour ça, il faut qu'on puisse tirer les jeunes vers le haut. Et pour tirer les jeunes vers le haut, il faut aussi des anciens. La formation elle passe à condition de conserver un équilibre jeune et gens de métier. Donc, dans des sociétés comme nous, on essaie de recruter des gens de métier pour pouvoir former nos jeunes, et les gens de métier, on ne les trouve pas. Où ils sont ? Comment faire ? Je peux vous dire que ça plus de 3-4 ans



qu'on cherche à embaucher du monde. Récemment on a passé une annonce pour trouver à peu près dans le groupe une centaine de personnes, ça se résume à 30 CV sur la globalité des sociétés du groupe.

Jean-Pierre BROS - Salarié de GIAT Industries – Saint-Étienne

Alors construire la région Rhône -Alpes ensemble, nous, on est preneur, à condition que demain on soit encore dans Rhône -Alpes, et ce qu'on nous dit aujourd'hui c'est qu'on veut nous fermer notre entreprise, et qu'on veut nous emmener dans le Midi, vers Toulon, vers Brest aussi en Bretagne, mais ce n'est pas là qu'on veut vivre, nous on a nos racines ici, on veut y rester, et aujourd'hui, gommer la manufacture d'armes de Saint Etienne en mettant une coupole de verre dessus, y compris en déplaçant le monuments aux morts, qui appartient je le rappelle aux salariés de la manufacture d'armes de Saint Etienne, ceux qui met en mémoire, ceux qui ont laissé leur vie pendant ce dernier conflit, et bien faire ça, c'est gommer toute l'histoire de tout ce patrimoine ouvrier qui a fait la richesse de Saint Etienne pendant des dizaines d'années (...)

- le drame du logement et du prix du foncier, très présent aussi dans l'enquête audiovisuelle, est un autre leitmotiv des réunions :

Nicolas CHAMOT - Etudiant - Grenoble

Je suis étudiant. À Grenoble, je remarque actuellement qu'il y a un gros problème n'est pas ouverte à tout le monde. Cela constitue un gros problème du fait qu'elle prend les revenus fiscaux des parents, malgré les étudiants en situation de rupture avec les parents. Cela ne fait même pas 5 ou 10 % des étudiants qui peuvent aller en cité universitaire. À Grenoble, le 20m<sup>2</sup> est entre 350 euros minimum -et encore ce sont des fonds d'immeubles qu'on arrive à louer - et 450 euros pour de vrais appartements tranquilles pour étudier.

Laurence MOTTET - Secrétaire comptable - Thônes

Principalement, problème de logements, parce qu'on a beaucoup de difficultés actuellement, surtout pour les gens qui travaillent qui ont des salaires minimums, le Smic, même avec 7000 francs, je parle en francs, donc actuellement, c'est très difficile pour certaines personnes de trouver des logements qui puissent être corrects.

- la nécessité de relier les habitants par des transports plus efficaces, plus rapides et moins chers :

Robert BARRIQUAND - Directeur général de la chambre de commerce et d'industrie du Roannais - Roanne

Donc ce problème d'attractivité, ce que vous avez fait notamment pour faciliter au niveau financier, les trajets, enfin ce qui va rentrer en œuvre au niveau Roanne-Lyon, c'est important. On est à peine plus d'une heure de Lyon par train. Les gens qui habitent Orléans vont couramment à Paris, et ce n'est pas un problème. Et quand on va nous, à Lyon, on met une heure de plus pour aller aux portes de Lyon, c'est plutôt l'entrée quand on arrive à 8 heures et demi le matin aux portes de Lyon, il faut une heure aussi pour aller en centre ville donc. Et malgré tout c'est un problème, et le train doit aider les salariés qui veulent travailler, ou les conjoints des salariés qui veulent travailler. Au niveau attractivité du Roannais, il y a un certain nombre de choses qui comptent, l'enseignement supérieur, et c'est quelque chose qui s'est développé, on a près de 1800 étudiants sur le Roannais. Il y a aussi des actions qui sont faites, le développement du tourisme vert, faire connaître notre région qui est une très belle région, en 20 minutes on peut aller faire du ski de fond, et vu de Lyon, ça ne se sait pas. Parce que les Lyonnais vont à Paris, vont dans les Alpes, ou vont dans le Midi, vont peu sur Roanne, vont peu sur l'Ouest, ils sont moins attirés. Il y a un problème aussi d'accueil. D'accueil des hommes, donc je le disais au niveau de l'accueil des conjoints, d'accueil des entreprises.

Philippe PHUDHOMME - Ingénieur

Je travaille à Lyon depuis trois ans, et à ce titre là, je prends quotidiennement le TER, transport express régional, et depuis quelques mois, je suis le Président de l'association des usagers de cette ligne. Et moi je voudrais vous alerter sur la situation, je dirais pratiquement catastrophique de cette ligne. D'une part, la

topographie, bien sûr, il faut passer un col, et c'est difficile, elle n'est pas électrifiée donc on doit faire appel à du matériel traction diesel, donc autre difficulté. Aujourd'hui soit nous avons du matériel qui est complètement obsolète, et qui souvent tombe en panne, depuis trois mois, trois incidents très graves sont arrivés avec des retards de deux heures, trois heures, quatre heures, soit nous avons du matériel tout neuf, quelques-uns, mais qui ne fonctionne pas, parce qu'il faut le roder, donc les chauffeurs ne sont pas tous formés, voilà la situation, donc je crois qu'il faut voir la situation tel que les gens la vivent, parce que la difficulté derrière, c'est des problèmes professionnels, des retards au travail, c'est aussi pour beaucoup de femmes qui prennent le train avec nous tous les matins, et tous les soirs, des difficultés pour récupérer les enfants le soir parce qu'on va arriver en retard, c'est des frais de garde supplémentaires, voilà !

Gérard MORIN - Grenoble

Je ne suis pas Noir immigré, mais Lozérien immigré en Rhône -Alpes, plus particulièrement immigré dans le Nord Isère, puisqu'il s'agit de la commune de Tignieu -Jamezieu dans le secteur de Pont -de-Chéruy, Crémieu. Je fais partie des personnes qui vont travailler sur Lyon comme un salarié sur deux du Nord Isère. Depuis 20 ans, mon temps de transport pour aller sur Lyon tous les matins a été multiplié par deux. Il y a quatre ans, un groupe dont je fais partie, a monté un collectif qui s'appelle « Parfaire Lyon-Crémieu ». Il regroupe des élus et des associations du secteur pour essayer d'obtenir le prolongement des lignes de tramway qui sont prévues actuellement sur le Rhône, à savoir Léa et Lesly jusqu'à Crémieu sur l'ancien tracé du CFEL. Nous considérons comme une chance historique la création de Léa et de Lesly. Il suffit de huit kilomètres supplémentaires de ligne sur une ancienne ligne pour venir jusqu'au secteur de Pont -de-Chéruy Tignieu, et encore quatre kilomètres. Cela fait globalement 12 kilomètres pour aller jusqu'à Crémieu pour satisfaire une population qui souffre tous les jours pour travailler à Lyon, affrontant des difficultés de plus en plus grandes, sans pratiquement aucun transport en commun digne de ce nom dans notre secteur qui est au carrefour des trois départements.

Emmanuel BROSSET CHATANET - Enseignant en Lycée professionnel

Je vais faire une espèce de transition transport – culture, travailler déjà à Belley en habitant Chambéry, on parle de transport alternatif, moi, à part ma voiture, j'ai pas d'autre moyen. Et donc la question transport – culture pour les élèves de lycées professionnels en particulier, nous sommes souvent le seul lieu où ils ont accès à la culture, quand on est à Belley, la culture elle est à Lyon ou elle est à Chambéry, et donc il faut du transport pour emmener les élèves. Le problème c'est que encore une fois, dans les dispositifs de la Région, il y a des dispositifs pour la culture, le permis de réussir en particulier, mais chaque année, on se heurte au même problème, vous ne prenez pas en charge les problèmes de transport, vous payez les entrées aux spectacles, vous payez les entrées dans les musées, mais c'est à nous de financer le transport, donc qu'est-ce que la Région compte faire pour financer le transport scolaire ?

### Les indispensables et multiples conciliations

Concilier développement et écologie

Faire la synthèse entre la puissance économique de la région et la préservation d'un équilibre écologique fragile était une attente forte exprimée dans l'enquête. Les réunions confirment qu'il s'agit là du premier défi posé aux élus :

Martin BOISSIER

Je suis un citoyen de Rhône -Alpes, et il me semble qu'il y a une énorme opportunité à saisir en Rhône -Alpes comme ailleurs, mais puisqu'on est ici en Rhône -Alpes, faisons le ici, pour inventer un nouveau mode de développement qui soit, non pas un verdissement des entreprises actuelles, non pas de l'environnement pris par le petit bout de la lorgnette, mais d'essayer de créer des nouvelles synergies pour faire du développement sur une base environnementale, plutôt que faire la course à la consommation d'énergie.

Concilier habitat et paysage, contenant et contenu

Cette conciliation entre nature et modernité, entre agriculture et industrie, ou entre paysage et habitat, n'est pas une revendication générale et théorique, d'ordre incantatoire. Elle est une réalité aigüe que les agriculteurs portent avec conviction, quand ce n'est pas avec véhémence, car ils éprouvent concrètement, sur le terrain, une difficulté que l'on pourrait résumer par la formule suivante : comment faire rentrer sans cesse de nouveaux contenus dans les mêmes contenants ?

Christophe LEGER - Paysan à Saint Jorioz - Annecy

Je m'excuse, je n'ai pas vu le film, j'étais en train de traire mes vaches, je suis arrivé en retard. Je vais ramer un peu à contre-courant, sur l'occupation de l'espace par rapport aux logements. Il y a un gros problème en Haute-Savoie, enfin en Rhône-Alpes en général, et en Haute-Savoie en particulier, sur l'occupation d'espace, où c'est toujours le plus bâti, toujours le plus bâti, et c'est au détriment de la qualité de l'espace et notre environnement, alors en Haute-Savoie, nous, on a une agriculture qui est respectueuse de l'environnement, qui est avec des produits à forte valeur ajoutée, qui sont les fromages, qui est fortement consommatrice d'espace...

Franck DONALD - La Roche-sur-Foron

Je suis salarié agricole, et je suis nouvellement élu au niveau cantonal des jeunes agriculteurs, donc vallée Verte, vallée du Giffre. Par rapport à mes collègues, une grande question se pose, notamment au niveau de l'aménagement du territoire : comment est-ce qu'on peut concilier l'agriculture, qui je le rappelle est quand même un système traditionnel où l'on est basé sur l'herbe, donc on a besoin d'espaces, et l'intérêt économique des autres secteurs qui nous prennent tour à tour un peu plus de notre terre, j'aimerais simplement rappeler qu'en l'espace de 12 ans, l'agriculture a perdu 2% de sa SAU (surface agricole utile), ça ne paraît pas beaucoup seulement ça fait 300 hectares qui ont été urbanisés par an au niveau de la Haute Savoie, donc tout ça, c'est du goudron, c'est du béton, c'est des toits, et c'est des eaux qui se rejettent dans le milieu naturel, donc construire des routes pour construire des routes, est-ce vraiment valable ? Faut-il construire des logements à tout va ? Et bien réfléchir à ça pour que nous puissions continuer à cohabiter tous ensemble.

Intervenant - La Roche-sur-Foron

Moi aussi je voulais parler d'environnement, moi aussi je suis agriculteur, et effectivement, quand même, quelque chose qui est important, les terres agricoles bien sûr on en a parlé tout à l'heure, elles disparaissent et surtout les terres des fonds de vallées qui sont en train de disparaître, les meilleures terres qui vont bien pour s'urbaniser, qui vont bien aussi pour construire des usines, il en faut, il faut des emplois dans ce département, moi je peux que me féliciter aussi que ce département soit devenu un département d'accueil, il ne faut pas oublier que nous, il y a 150 ans, les gens de chez nous, moi je suis un vieux Haut Savoyard, ils partaient de chez nous, donc heureusement, que les gens viennent, et c'est une très bonne chose. Maintenant, il y a un problème d'équilibre. Si on ne voit pas des équilibres, et on ne réagit pas par rapport à ça, c'est vrai que les coteaux, plus personne ne les travaillera, plus personne ne les entretiendront, et que deviendront les paysages ? Je crois que le défi qu'on a à relever tous ensemble, moi je ne veux pas faire de corporatisme là-dessus, il y a pas de corporatisme, c'est vrai, on parlait tout à l'heure d'élimination des déchets, c'est vrai, l'agriculture ne pourra pas éliminer les déchets du département, il faut qu'on s'inscrive tous ensemble, on est tous des Rhônalpins, il faut qu'on travaille tous ensemble, on doit faire partie de cet ensemble Rhônalpin, mettre un ensemble, vu de la Haute Savoie, alors on n'est pas toujours dans les compétences, on a parlé tout à l'heure EPF, on n'est pas toujours dans les compétences du Conseil Régional, mais on a quand même un défi à relever, c'est notamment au niveau de ce territoire, des territoires où on pourrait avoir, je dirais pas des drames, quelque chose de dramatique au niveau des paysages.

Bruno NEYROUD - Grenoble

Je suis agriculteur, éleveur, laitier et également producteur de bio-énergie, donc énergie renouvelable. Dans l'Isère, 1 000 à 1 500 hectares partent à l'urbanisation, et leur prix ne cesse d'augmenter. Les coûts de

matériaux de construction ne cessent aussi d'augmenter. Les entreprises de bâtiment sont débordées et ne sont pas intéressées par la construction des bâtiments agricoles. Notre département a 50 % de sa surface en zone vulnérable. La première vague de mise aux normes des bâtiments d'élevage n'a pas touché les élevages, puisque nous avons des élevages de petite taille selon notre département. Les structures foncières sont également inadaptées à une agriculture moderne. Pourquoi ne pas utiliser la manne financière ou du moins une partie du départ des terrains agricoles vers l'urbanisation et la réutiliser à l'amélioration des bâtiments d'élevage et des structures foncières ?

Antoine DUPONT - Annecy

Un logement déjà ! Vous savez le camping, on a quand même eu un vrai hiver, cette nuit, il fait quand même des fois hein ! Non, non, mais il faut vraiment une politique, moi je sais qu'ils font beaucoup d'efforts dans les Aravis, on va refaire la station d'épuration d'eau, il y a eu les aménagements du bord du Fiers, il y a déjà eu beaucoup beaucoup de choses de faites, mais l'étendue de la tâche est énorme. Mais surtout arriver à préserver ces beaux paysages, alors vous me direz c'est un peu antinomique, faire du logement en préservant le paysage, mais ça demande des investissements conséquents.

#### Des alternatives ou attentes repoussées vers la marge

La problématique de la (ré)conciliation est omniprésente au fil des réunions. Au point qu'elle a pour effet d'expulser, à la marge, des alternatives, et en particulier les aspirations d'ordre qualitatif, que l'on pourrait appeler centrifuges. Deux exemples :

- la culture en Rhône -Alpes, contrairement à ce que l'on voit dans d'autres régions de France, n'est que rarement évoquée ; sa revendication est loin d'être spontanément prépondérante
- l'agriculture, comprise au sens qualitatif, ne surgit qu'à la marge, ou plus exactement n'est évoquée qu'aux marges de l'espace régional, dans l'Ardèche ou dans le Roannais.

#### Exit la culture !

Dans une région Rhône -Alpes qui fourmille d'initiatives et d'équipements culturels d'importance, le suivi des réunions pourrait donner à penser que la culture est le parent pauvre. Comme le suggère amèrement cet acteur culturel...

Yvon TOMET LE GUILLERME - Valence

Saltimbanque, coordination Drôme Ardèche des professionnels de la culture (...), une fois de plus je ne peux que regretter que la culture, puisque c'est de ça que je veux parler, arrive en dernier dans ce débat, qu'on m'a fait longuement patienter avant de me permettre d'intervenir, l'intitulé de l'atelier numéro 3 où la culture est allégrement mélangée avec le sport et les associations, excusez -moi, mais ça me fait bizarre... Sinon, moi j'ai une question très précise, quid des 400 emplois administratifs consacrés aux compagnies de spectacles vivants, que le zinzin vous a demandé de mettre en œuvre ? On n'a toujours pas de réponse. Et puis je souhaiterais avoir un petit peu vos positions, quelles politiques culturelles, avec quels interlocuteurs au niveau de la région Rhône -Alpes, même si effectivement, ça ne fait pas partie des compétences prioritaires et obligatoires de la Région ?

Le fait est que la culture ne fait pas débat. Comment l'intégrer dans le projet afin d'en faire un moteur de la réconciliation régionale ? Tel est le défi qui est posé.

L'agriculture de qualité : pas au centre

Quant à la petite agriculture, dite à l'ancienne, agriculture de qualité, biologique ou des circuits courts, si elle revient dans quelques réunions, portée par des acteurs résolus et organisés qui la soutiennent et l'appellent de leurs vœux, elle n'est pas aujourd'hui au centre du projet régional, mais paraît cantonnée, reléguée à sa périphérie, y compris en termes géographiques, sur le versant ouest ou auvergnat de Rhône -Alpes :

Claude VERRET - Valence

Ancien agriculteur, parmi les plus belles vues et les plus beaux paysages qu'on a vus dans le film, la montagne, l'agriculture, les champs. Tout ça, ça a été façonné par des petits agriculteurs au cours des siècles, est-ce que vous ne croyez pas que l'agriculture est fondamentale pour l'évolution d'une multitude d'autres activités, par exemple le tourisme, pour l'accueil des personnes, est-ce que vous ne pensez pas que cette petite agriculture qui se tourne de plus en plus vers l'agriculture biologique est garante de ces paysages, garante de la qualité des eaux, garante de la qualité de l'air, enfin garante de tas de choses que les gens cherchent aujourd'hui et viennent chercher en Rhône -Alpes et que cette petite agriculture, puisqu'on est, on l'a dit plusieurs fois, on est dans une région riche, que cette petite agriculture pourrait être soutenue comme elle l'est en Suisse par exemple, et que c'est un champ dans les deux sens du terme, à privilégier sur la qualité de notre territoire et sur des cheminements à faire au niveau d'une économie sociale, solidaire, écologique.

Béatrice BARRAS - Directrice Générale de la société ARDELAINÉ - Privas

C'est une coopérative, une société coopérative de production qui est à Saint Pierre ville dans un petit village à 50 minutes d'ici. C'est une création d'activité qu'on a faite il y a maintenant depuis plus de 23 ans, On a revalorisé les laines de pays, donc sur le site d'une ancienne filature de laine et aujourd'hui, nous sommes 30 salariés. Nous travaillons dans une optique de développement durable, nous travaillons aussi dans une optique d'économie sociale bien sûr, et puis aussi nous avons des activités culturelles et touristiques, pédagogiques, au-delà de notre propre production. C'est un message d'espoir, donc voilà, c'est possible de créer des activités liées aux territoires, dans des territoires qui sont éloignés, mais peut-être qu'on l'a fait, nous, par motivation personnelle ou collective surtout, puisque c'était un projet collectif. On pourrait peut-être le susciter, l'encourager sur d'autres endroits, et peut-être qu'un appel à projet, quelque chose qui dynamise, qui encourage et qui justement, pour rebondir sur l'intervention de monsieur tout à l'heure, qui disait que les jeunes continuaient à partir, je crois que les jeunes ont vraiment envie de rester, mais pour faire quoi ? Et il faut aussi aller plus loin que les accompagner, il faut susciter, il faut leur dire que c'est possible de créer des activités sur leur territoire, mais peut-être aussi qu'il faut les créer ensemble, c'est-à-dire qu'il y ait plus de solidarité, qu'il n'y ait pas uniquement des projets individuels, il faut encourager la solidarité des jeunes et des gens qui ont été diplômés, qui ont été dans les facs, ou dans les écoles pour avoir des diplômes, ils peuvent revenir et justement apporter quelque chose à leur territoire d'origine.

La filière écologique – et les nécessaires formations qui vont avec – sont également évoquées parfois :

Christine MOLLE - Valence

je voulais savoir si c'était possible d'investir dans la direction de l'environnement, de l'écologie et de l'agriculture biologique, moi-même, je suis en train de rénover une maison de façon écologique, et je peux vous dire que j'ai été confrontée à trois problèmes majeurs, le premier c'est le manque d'artisans et de coordinateurs dans ce secteur, il faut un an, deux ans d'attente pour trouver quelqu'un de compétent et on n'est même pas sûr de l'avoir, donc pour moi, il faut mettre en place des filières de formations longues à partir de 14 – 18 ans, pour avoir des gens vraiment formés dans quelques années. Le deuxième point, c'est la difficulté de trouver des matériaux, on les fait venir d'Allemagne, de Belgique, par exemple pour des citernes de récupération d'eaux de pluie, c'est mis en place en Belgique depuis longtemps, et est-ce qu'on ne peut pas mettre en place des filières comme ça dans la région Rhône -Alpes pour favoriser ce genre de matériaux, pour favoriser la récupération d'eaux de pluie, pour favoriser l'isolation écologique, pour remettre en place toutes ces choses là, faire baisser les prix, si dans les projets publics vous utilisez ces matériaux, automatiquement les prix baisseront et si on fait des lotissements écologiques, si on crée des entreprises

écologiques. Et moi je pense que notre région peut vraiment se permettre ce luxe, d'autant plus qu'elle a la réputation d'être extrêmement polluée, ce qui est quand même très dommage.

Comme est évoquée la perspective de réinventer des "circuits courts" entre la production et la consommation :

Gérard BOINON - Péronnas

il y a un travail énorme que la Région doit mener, et il faudrait peut-être vue la politique agricole qui est en train de nous tomber dessus, et qui désoriente complètement le monde agricole, et qui est orientée uniquement pour faire des cultures d'exportation, à savoir du blé et du maïs qui n'est pas forcément consommés par les Rhônalpins, alors qu'on a un potentiel énorme et moi j'attends de la Région justement qu'elle réoriente cette politique avec ces moyens pour que ces 60, voire 65 AOC soient mis un peu plus en valeur.... Déjà, il faut arrêter peut-être de donner des subventions à ceux qui en touchent énormément, alors je vais faire sûrement réagir, mais ça passe par là, pour les donner à d'autres à ceux qui.... c'est aussi réinventer des marchés locaux, réinventer des marchés de proximité, des marchés paysans, c'est réinventer tous ces circuits courts.

La mise en valeur de la filière bois participe de la même aspiration qualitative dans l'Ardèche :

Georges VIEUX - Président du Syndicat des propriétaires forestiers en Ardèche

C'est une structure nouvelle, puisque avant, on était une structure interdépartementale avec la Drôme. Je voudrais vous faire part d'un paradoxe : on a une très belle forêt en Ardèche, en terme de surface en particulier, pratiquement 50 % du territoire, 250 000 hectares, le paradoxe, c'est qu'on sort très peu de bois de cette forêt, puisqu'on est à peu près à 25 % de mobilisation du bois produit chaque année, la moyenne nationale étant de 66 %, donc en clair, avec quelques efforts, on pourrait sortir 300 à 400 000 mètres cubes de bois chaque année, et pourquoi on ne le fait pas ? Bien sûr, il y a les problèmes de transport et de desserte, mais je ne vais pas insister ça a déjà été dit, mais surtout on a un problème de main d'œuvre, et aujourd'hui, des gens pour aller travailler en forêt, c'est quelque chose qui n'existe pratiquement plus. On sait par l'étude qui a été faite par la filière bois, que 500 mètres cubes exploités, ça crée un emploi dans la filière bois, qu'aujourd'hui, il y a beaucoup de places possibles et potentielles pour des jeunes qui voudraient se former à ces métiers là, et ce qui serait réellement une ressource très intéressante pour les propriétaires forestiers, et en sachant qu'on peut sortir beaucoup de bois de nos forêts, on sait en même temps qu'on peut créer de la richesse, qu'on peut participer à l'aménagement du territoire, qu'on peut avoir un impact sur les paysages, sur l'activité touristique, et on aimerait vraiment que la forêt Ardéchoise soit prise en compte par la Région, vus les impacts que ça peut avoir et les enjeux qui sont derrière.

Comment la Région pourrait-elle faire ? Puisque vous demandez là, concrètement, de porter ce projet ?

Alors déjà, une des compétences clefs de la Région, la formation. Aujourd'hui, on a besoin de gens formés aux métiers de la forêt pour l'Ardèche, en sachant qu'on a quelques particularités, vous avez remarqué qu'il y avait des hauts et des bas, il y a des montagnes, il y a des endroits qui sont moins accessibles que d'autres, donc ça demande des techniques de sylviculture et des techniques d'exploitation forestières qui sont particulières. On a en ce moment une expérience par exemple de sortie de bois par du câble du côté de la Viosle dans le canton d'Antraigues, ce sont des Tchèques qui nous ont montré leur savoir-faire, et qui nous montrent comment on peut exploiter la forêt Ardéchoise en utilisant cette technologie là. C'est un matériel dont on sait qu'il existe au centre de formation à Valence, mais qui n'est pas utilisé aujourd'hui, il n'y a pas de compétences. Donc très clairement, ce qu'on attend de la Région, c'est une action forte en termes de formation, de motivation de jeunes pour investir ces métiers de la forêt. Un deuxième aspect important, on parlait tout à l'heure de l'activité touristique, l'activité touristique se nourrit d'une belle forêt, d'une forêt sûre dans laquelle on puisse pratiquer des activités intéressantes, etc. c'est pas le cas de la forêt Ardéchoise, parce qu'elle n'est pas exploitée. Et ce qu'on attend, c'est qu'il y ait une articulation entre la volonté et les possibilités de développer l'activité touristique et l'activité de sylviculture et d'exploitation de la forêt. Aujourd'hui on a souvent des propriétaires à qui on réclame de mettre leur forêt, de les rendre

accessibles, de la mettre en sécurité, ça représente un coût pour eux, et il n'y a pas de revenus. Donc on a des propriétaires qui sont réticents face à ça.

Enfin, la perspective que soit créé un Institut des métiers du patrimoine, en région roannaise, témoigne exactement de la même démarche, à la marge plus qu'au centre :

Patrick CHOPIN - Secrétaire général de la chambre des métiers - Roanne

Je viens d'entendre une demande d'emploi, j'invite la personne à venir demain matin nous retrouver à la chambre des métiers, parce qu'effectivement dans le bâtiment il y a de l'offre, les artisans recrutent, ont du mal à recruter, alors quand on a des vocations, il faut absolument s'investir, et c'est vrai que le bâtiment peut être porteur d'emplois dans le Roannais, nous avons nous-mêmes un projet lié au bâtiment, pas qu'au bâtiment, au patrimoine, avec la volonté de faire un institut aux métiers du patrimoine pour toute la Loire, qui est liée sur cette considération qu'on peut rayonner. Il n'y a que quelques écoles de patrimoine en France, la plus célèbre c'est Avignon. Beaucoup d'artisans sont formés aussi là-bas, eh bien, dans Rhône Alpes, en faire une aussi, qu'elle pose ses bases dans la Loire roannaise, nous sommes à quatre cultures de pierres, j'entends un carreleur, les pierres dorées du Beaujolais, le granit du mont de la Madeleine, nous avons les grands Couverts, les toitures évasées qui vont jusqu'en Côte d'Or, et puis on est un carrefour entre les tuiles romaines, les tuiles celtes, ça se passe dans le Roannais, c'est intéressant, ça permet de rayonner. Mais l'institut métier du patrimoine, c'est pas que la pierre, c'est aussi les métiers d'art, Roanne est classée ville métier d'art.

Quatrième partie  
LE PROJET POLITIQUE

ÉQUILIBRER ET CONSTRUIRE L'ÉQUITÉ OU L'ÉGALITÉ

La question de l'identité

Il y a certes, au départ, la question de l'identité : être ou ne pas être Rhônalpin ?

Michel LAVERGNE - Garagiste - Sud de Valence

Je ne me sens pas du tout Rhônalpin, je suis Drômois, c'est tout à fait artificiel cette région.

Amélie - Donzère

Ben, en fait, Rhônalpin c'est quand même quelque chose de relativement nouveau, je suis peut-être née en Rhône-Alpes, mais pour moi je suis Ardéchoise, je ne suis pas Rhônalpine, la Région n'est pas encore toute formée.

Pascal MONFORT - Lyon

Je suis étudiant à l'université. Je suis assez représentatif du Rhônalpin, bien que je m'interroge sur ses identités, et l'appartenance de ses identités rhônalpines, puisque je suis né à Vienne, et j'ai habité ensuite en Haute Savoie, et désormais, j'étudie à Lyon, et c'est vrai, je me pose quand même en tant que Rhônalpin la question de savoir qui je suis, et comment me définir en tant que Rhônalpin quand je rencontre quelqu'un vient de l'extérieur.

Mais très vite cette question est dissoute dans une vision intégratrice d'une région aux identités multiples :

Leila BEN CHARIF - Géographe Enseignante Chercheur à l'université de Saint-Étienne

On parle d'identité rhônalpine, d'identité au singulier, pour moi ça ne veut strictement rien dire, c'est une espèce d'illusion. Je sais que l'identité c'est un thème très à la mode, une notion un peu marketing aujourd'hui, alors pour moi, c'est aussi réducteur que de parler d'un profil, d'un type d'habitant, de Rhônalpin, donc je préfère qu'on parle au pluriel des identités rhônalpines pour rendre compte au mieux de ce qui fait la richesse culturelle, humaine, sociale finalement de cette région qui est une région avant tout cosmopolite qui est diverse, et voilà. D'abord je réagis à identité rhônalpine parce que ça me travaille, j'aime pas bien. L'intérêt c'est de rendre compte de ce qui fait depuis plusieurs siècles on va dire, ce qui fait la richesse de ce territoire, c'est à dire pour moi Rhône-Alpes, c'est d'abord une région riche de sa diversité et historiquement riche de cette diversité, et le paradoxe aujourd'hui c'est quand on est amené à parler d'identité, on reste au singulier, alors que ça fait quand même plusieurs siècles que Rhône-Alpes est travaillé par des mouvements migratoires qui l'ont traversé en long et en large, et qui font qu'elle est réellement cosmopolite, multi culturelle ça n'est pas des qualificatifs, des termes qui me choquent, alors identité Rhône-Alpes, je lui préfère d'autres expressions.

Bernard CHAFFANGE - Lyon

Je suis directeur de l'aéroport de Saint-Exupéry. Je suis lyonnais de Lyon, né à Lyon, et j'adore ma ville, et je suis convaincu qu'elle peut faire des choses magnifiques demain, et je suis également convaincu qu'à elle toute seule, elle n'a pas la dimension, la masse critique au niveau européen dans le contexte actuel, alors que la région elle, la région Rhône-Alpes, elle a ce poids, à cette masse critique. J'ajoute qu'on s'enrichit de ses différences et cette région à la chance inouïe, elle en a plein de chances d'ailleurs, mais elle a la chance inouïe d'être très différente, et nous pouvons nous enrichir les uns et les autres collectivement des différences des autres. Autre chance c'est qu'effectivement elle est riche, elle est forte, elle est puissante,



elle peut au niveau européen, j'en suis convaincu répondre à beaucoup de questions qui ont été posées sur le développement etc.... à condition effectivement de (inaudible) ensemble, de s'enrichir ensemble des différences, et de faire notre histoire ensemble.

David ZÉRAT - Lyon

Pourquoi les gens viennent s'installer en Rhône -Alpes, et pas ailleurs ? Parce qu'il y a une diversité des territoires, une diversité des grandes villes, des petites villes, de la campagne, vraiment il y a tout ce qu'on peut imaginer en Rhône -Alpes. Effectivement on est très riche à ce niveau -là, et c'est un atout, c'est pas un problème.

Sarah MENDES – Etudiante - Grenoble

Je voulais parler en termes d'identité du territoire. Je voulais savoir comment la Région se positionne pour être intégrateur des différentes identités territoriales, parce que nous avons affaire au niveau de la Région à une mosaïque territoriale, avec des identités montagnardes et valléennes qui sont assez fortes et imposées.

La question de l'identité de la région renvoie de fait aux problèmes de l'intégration, qui sont loin d'être réglés, même s'ils ne sont pas pointés de façon prépondérante au sein des réunions :

Matouné JIVA - Lyon

Je suis arrivée en France par amour, et par hasard, je suis Française par alliance, et je rencontre d'énormes difficultés, l'emploi, l'intégration, le respect de la personne, les droits, enfin... et ce sont des choses qu'on doit mettre sur la table, et discuter, on ne peut pas ignorer cette immigration, elle existe et nous vivons avec, et elles font partie de notre système économique, notre système social, elles font partie de notre vie, elles font partie de votre système, enfin les Français doivent bien regarder cette question en face, et la mettre sur la table.

Le rôle du terrain dans la création de l'identité de la région est souligné par certains :

André BLAIN - Lyon

Ma question, c'est la création de l'identité de la région à partir des associations. Parce que je crois que c'est vraiment ensemble, et à partir du terrain, on a beaucoup parlé du terrain, on en a parlé tout de suite de la création de l'identité, il faut que la région se fasse bien sûr, avec les élus, mais aussi avec une montée d'informations venant des uns et des autres.

#### La question de la solidarité intra -régionale

La question de l'identité débouche inmanquablement sur celle de la solidarité :

Intervenante

Nous avons parlé de l'identité tout à l'heure, et c'est vrai que pour moi, identité est associé au mot solidarité.

Là encore il s'agit de réconcilier. Un équilibre, une complémentarité, doivent être trouvés entre les différentes parties du territoire :

Denise - Présidente de l'Association pour le développement de la qualité environnementale Drôme et Ardèche

Je remarque aussi que la Drôme et l'Ardèche, si vous les visualisez, ce sont quand même les deux poumons de la région Rhône -Alpes, oui, Monsieur Queyranne, sans nous, je ne pense pas que la région Rhône -Alpes respirerait aussi vert que nous, tout ça pour dire que nous sommes un département très engagé dans le développement durable et que nous avons des savoir -faire tout à fait exceptionnels .

Le désenclavement des territoires

Encore faut-il pour cela rapprocher, ne serait-ce que par des moyens de transport plus performants, des zones qui sont aujourd'hui séparées et qui ont tendance à s'ignorer. Une demande exprimée notamment dans le Nord Isère, et avec une force toute particulière dans le Roannais...

Marie-Pierre BOURGUIGNON - Lyon

J'habite à Vertrieu, c'est une petite bourgade à 60 kilomètres de Lyon. Je voulais vous interroger par rapport à une zone rurale qui est le Nord du Nord Isère. Nous nous trouvons confrontés à un gros problème d'aménagement du territoire, on a subi un fort exode rural, il y a 5 ans, et il n'y a aucune structure pour accueillir toutes ces personnes qui arrivent. Leurs enfants...alors je dis : c'est bien de créer une force économique en Rhône-Alpes, mais il faut savoir garder les gens, accueillir leurs enfants, créer des lycées, des crèches, toutes ces structures, faire venir des médecins. Aujourd'hui pour voir un pédiatre, je suis obligée de faire 20 kilomètres pour voir un orthopédiste, je suis obligée de venir sur Lyon, 60 kilomètres pour montrer ses enfants, je trouve que c'est un peu long, et il faudrait peut-être créer une dynamique pour qu'en zone rurale, il y ait des gens qui viennent, parce que maintenant, il y a des gens qui y habitent.

Pascal MIRABELLE - Conseiller municipal d'opposition - Roanne

Ces dernières années effectivement depuis deux mandatures, le département de la Loire, et notre région roannaise a été occultée, oubliée par la politique du Conseil Régional.

Claude JANIN - Roanne

Président de communauté de communes du pays d'entre Loire et Rhône. Donc je dirais que par rapport à l'identité du Roannais et de sa place dans Rhône-Alpes, alors je rejoindrai le propos qui a été tenu tout à l'heure, nous avons effectivement, je dirais que le sentiment des Roannais c'est de souhaiter appartenir plus à Rhône-Alpes, mais l'impression d'être un petit peu à l'écart justement des dynamiques de l'ensemble de la région. Alors je citerai quelques exemples, lorsque des créateurs d'entreprises cherchent à s'installer, à créer leur entreprise sur notre territoire, nous avons un mal fou, bien qu'il y ait les aides FADEL, et bien qu'il y ait les aides à l'emploi de la région, nous avons un mal fou à trouver des crédits bailleurs, des financeurs pour leur projet. Donc la première chose je dirais, c'est l'un des aspects qui serait important de soutenir pour nous aider à...je dirais compenser ce handicap. Parce que, pourquoi nous avons ce handicap quand je parlais d'être à l'écart de la région Rhône Alpes, parce que chaque fois on nous dit : « Vous n'êtes pas sur l'axe Paris-Lyon-Marseille » Donc ce fameux axe Paris-Lyon-Marseille qui coupe la région en deux, et nous en sommes d'autant plus à l'écart que...Je citerais aussi deux ou trois exemples. Roanne parmi le réseau des huit villes Rhône Alpines, puisque aujourd'hui on parle beaucoup de réseau de ville, et la seule ville à l'écart d'un nœud autoroutier, est la seule ville qui n'est pas desservie par des lignes ferroviaires électrifiées, et aujourd'hui est à l'écart d'un certain nombre de réseaux haut débit, donc je dirais, c'est peut-être aussi sur ces efforts-là qu'il faudrait... enfin sur ces aspects-là qu'il faudrait aussi tenter de, même s'il y a les TER, même s'il y a...mais je dirais donner un coup de mains aux Roannais pour se désenclaver, pour redevenir le carrefour qu'il a été, et pour terminer je dirais qu'à mon avis, l'ensemble de la région Rhône Alpes s'en sentirait mieux parce que cela permettrait peut-être aussi de développer les régions avec l'Auvergne qui est une région dynamique aussi et qui est proche.

Bertrand DEVILLE - cadre commercial - Saint-Étienne

Je travaille pour une société qui n'est pas du tout basée sur la région Rhône-Alpes, qui est dans une autre région. Je voulais vous donner ce soir, mon attente par rapport à la région Rhône-Alpes. Clairement la région Rhône-Alpes, j'attends qu'elle définisse des priorités, des priorités qui correspondent aux besoins culturels et économiques de la région. Comme exemple pour l'illustrer, c'est un dossier je dirais qui est assez chaud dans la région, c'est clairement un problème de l'aménagement du territoire, notamment l'axe Saint Etienne-Lyon ou Lyon-Saint Etienne, on sait qu'aujourd'hui il est insuffisant, donc en terme de déplacement... C'est clairement pour moi un dossier prioritaire de la région Rhône-Alpes, c'est un dossier prioritaire pour bien sûr, la ville de Saint Etienne pour la ville de Lyon, mais ça va au-delà de ça, aujourd'hui on ne peut pas travailler correctement si on n'a pas un axe routier efficace.

Mathilde INGER - Grenoble

Nous parlons d'accès : aujourd'hui une bonne partie de gens de cette Région, et en particulier dans l'Isère, recherchent du travail ou cherchent à compléter leur temps de travail. Il y a une grosse problématique d'accès au travail par le transport, parce qu'on a fait des projets sur les grands axes, en se calant sur le projet global de SNCF qui est de développer sur les grands axes, mais en abandonnant les petits axes. Dans le Nord Isère, beaucoup d'endroits ne sont pas desservis. Dans les zones de montagne, quand on y est habitant et agriculteur, il faut être riche. C'est vraiment très important, puisque nous avons une obligation de trouver du travail. Le seul moyen de trouver du travail aujourd'hui, est de se déplacer.

#### Réaliser l'équité territoriale

Au fond, il apparaît vite que la question de l'identité n'est rien par rapport à une demande massive et beaucoup plus fondamentale, celle de l'équité ou de l'égalité territoriale. Des revendications personnelles (moi je !) en revendications catégorielles, portées avec talent et professionnalisme par de nombreux intervenants "au nom de tel ou tel acteur local", la Région est prise d'assaut. De telle sorte qu'on peut voir dans le mot d'équité (au triple sens d'équilibre, de justice et d'égalité) l'essentiel de l'exigence des habitants, au point que tendre à la réaliser constitue un projet politique en soi.

Ainsi la question de l'équité des prélèvements et des ponctions, celle de l'équité dans la répartition des aides et des fonds, reviennent de façon lancinante, au fil des réunions, définissant une attente si forte qu'elle a valeur de proposition et qu'elle appelle, en réponse, un véritable projet :

Philippe VIAL - viticulteur - Roanne

Je représente les vigneron de la côte roannaise(...). Et au niveau identité région Rhône -Alpes, j'ai l'impression, pour moi, c'était un petit peu flagrant sur le petit reportage, on parle beaucoup de Rhône - Alpes à partir de Lyon et de la vallée du Rhône, et on oublie un petit peu le côté Loire, et donc je demande si au niveau aide financière, que ce soit touristique ou économique, on a la même répartition, que ce soit Lyon ou vallée du Rhône, et département de la Loire.

Madame LABLANCHE

Je vous renvoie la question, si on élit des personnes, c'est parce qu'on en attend quelque chose, et ce qu'on peut en attendre, c'est qu'elles concrétisent un espoir d'égalité, d'égalité de vie pour tout le monde, et de vie digne et acceptable.

Jean-Pierre CHALAILLE - Privas

Moi je suis venu ici pour parler de la ruralité, mais pas en tant que paysan, c'est -à-dire en tant que personne, moi je travaille sur (mot inaudible) et j'habite à Saint Martial, et je voulais parler de la France d'à côté, c'est-à-dire à côté de tout, nous n'avons rien, nous avons de plus en plus de mal pour avoir des médecins, Saint Agrève se bat pour essayer de garder son hôpital qu'on va certainement perdre.

#### Vers une région à deux vitesses ?

Certains se demandent si Rhône -Alpes ne va pas être de plus en plus une région à deux vitesses :

Odile GARROS - Chambéry

Il faut savoir que dans cette Région beaucoup de publics ne sont pas qualifiés, ne sont pas formés et n'ont pas accès à l'emploi. Ça a beau être une belle région, avec plein de touristes, ça n'empêche que les publics en difficulté existent et qu'ils sont exclus et écartés de toutes ces belles choses qui sont vécues par d'autres et qu'ils ne partagent pas. Donc pour être citoyen, faut-il avoir un toit ? Faut-il avoir un emploi et une qualification ? La question qui est posée aujourd'hui, à Monsieur Queyranne, comment peut-on laisser se

déstructurer tout ce qui avait été fait jusqu'à ce jour, toutes les compétences qui ont été développées, tous les résultats qui sont par rapport l'emploi, par rapport aux personnes, à la citoyenneté, comment la Région va-t-elle se positionner pour faciliter la formation de s jeunes et des adultes, puisqu'il y a désengagement de l'Etat donc les adultes se retrouvent sans formation et comment tous ces organismes et ces associations de formation, qui ont développé des savoir -faire de formateurs et d'accompagnateurs, comment ser ont-ils soutenus par la Région ?

#### Réaliser l'équité fiscale

Afin de conjurer ce risque, l'équité est attendue dans tous les domaines. Le mot se décline ainsi en matière de fiscalité. La région, à défaut de pouvoir toujours mieux répartir les charges, doit au minimum être capable de tenir un discours d'explication à l'attention des contribuables :

Intervenant - Péronnas

Quand est-ce qu'on aura une politique de la fiscalité changée pour permettre de faire les travaux dont toute la population a besoin, pour le transport, pour les personnes âgées, et pour la jeunesse ? Je souhaiterais quand même rappeler que la Région d'Oyonnax pourrait contribuer aux fonds publics, c'est la ville qui contient le plus grand nombre de grandes fortunes, et elle s'est fondée sur la plasturgie et la lunetterie etc. qui délocalisent. Messieurs d'Oyonnax, monsieur le patron qui représentez 600 personnes, vous avez parlé deux fois, il faudrait quand même que la réalité soit aussi entendue, je souhaite que la Région travaille avec la force de 20 régions qui ont voté contre les décentralisations notamment des TOS, pourquoi n'y a -t-il pas combat réel contre l'application des TOS, si 20 régions sur 22 sont décidées à ne pas appliquer les TOS, ça se ferait, pour l'instant c'est le silence ! Quand est-ce qu'on donnera à la population les éléments qui leur permettent d'apprécier qu'il y a vraiment des ressources pour une autre fiscalité plus juste et pour réaliser les besoins des gens ?

Charles ROTMEIHER - Annecy

Ma première réflexion c'est de dire que le Conseil Régional, il est financé par l'argent des contribuables qui se trouvent en partie ici, et qu'il s'agit de le répartir de manière équitablement pour une collectivité. Privilégier une industrie par exemple, c'est la mettre en porte à faux vis-à-vis d'autres, je suis extrêmement libéral de ce côté-là et je pense qu'il faut penser emploi, mais il faut penser équilibre de la répartition parmi toutes les entreprises, ce qui ne veut pas dire, ne rien faire, mais le faire de manière la plus juste, la plus équitable, la plus économique possible.

Jacques DOUCHE - Fédération des maisons familiales rurales - Annecy

Ce que nous proposons, c'est une revalorisation des forfaits pour la formation des apprentis qui n'ont pas été revalorisés depuis des années, peut-être avec une répartition plus équitable, l'apprentissage est financé aussi par la taxe d'apprentissage, elle est aujourd'hui collectée par des branches professionnelles et donc reviennent très peu au centre de formation qui travaillent entre autres avec les petites et moyennes entreprises, qui n'appartiennent pas aux branches professionnelles. Donc nous attendons de la Région des mesures qui permettent une juste répartition des revenus et de l'imposition pour la formation des apprentis et de tous les apprentis.

Christophe LEGER - Paysan à Saint-Jorioz - Annecy

Alors pour être très direct Monsieur le Président, je sais que l'occupation de l'espace dépend d'une législation nationale, simplement, ne pouvez -vous pas influencer l'occupation de l'espace vers le mieux en faisant une fiscalité de bon élève, c'est -à-dire qu'en gros, les gens qui consommeraient trop d'espace dans la Région Rhône-Alpes serait plus fiscalisé que les gens qui en consomment moins et puis qui ont leur place comme tout le monde ?

Armand BONNETEAU - Chambéry

Retraité, ex ingénieur méthodes et investissements à Schneider Montmélian. Je m'inquiète sur le fait que d'une part, la Région a augmenté de 6 % nos impôts, sans, je ne parle pas de justifier, mais au moins l'expliquer un peu mieux, ça je pense qu'il y a un très gros travail de communication, parce que quand on fait des efforts quatre fois le coût de la vie, on peut quand même se permettre de connaître ce qu'il y a dedans. Donc une fois ça passe, deux fois ça commence à faire gros.

#### Réaliser l'équité dans les aides publiques

L'équité est aussi attendue dans les aides qui sont distribuées :

Jean-Marie DEMILA - Chef d'entreprise - Annecy

Quand je vois qu'on subventionne un grand groupe pour qu'il renonce à un plan social qui va facilement reconduire un an plus tard, effectivement, je rejoins certaines paroles, où je me dis, on jette de l'argent en l'air, alors que si on divisait cette somme sur des PME, on sauverait réellement des emplois.

Lionel BRASIER - Annecy

Ce que je voulais dire c'est qu'actuellement il y a 80 % du budget, transport Région Rhône -Alpes qui est affecté à Lyon, qu'actuellement il y a 80 trains par jours entre Lyon et Saint Etienne, et entre Annecy et Genève il y en a 5. Donc, ce que je veux dire c'est que la Région Rhône -Alpes, ça fait 10 ans qu'elle s'occupe des TER, et depuis 10 ans, à part fermer des gares en Haute -Savoie elle a pratiquement rien fait, elle a accéléré les trains pour aller à Genève, et le reste, elle n'a rien fait. Donc, en attendant, on a une autoroute qui ne se construit pas entre Annecy Genève, on a des routes saturées, et on a des voies ferrées qui sont vides, et la Région Rhône -Alpes n'affecte pas de moyens. Je termine juste là -dessus, ce que je voulais dire, c'est que la Région Rhône -Alpes depuis 10 ans qu'elle s'occupe des TER, maintenant il faudrait qu'elle affecte des moyens, là, où il y en a besoin, et notamment dans le secteur de la Haute Savoie ; on a des fortes attentes à ce sujet.

#### Réaliser l'équité ou l'égalité des droits

C'est aussi le respect des différences culturelles et communautaires, l'égalité des droits et la lutte contre les discriminations :

Jules MAILLAT - Péronnas

Je suis en formation de troisième Sup de marketing, et ma question concerne le domaine de la formation. Je parle aussi en faveur des jeunes issus de milieux défavorisés, donc aussi de milieux immigrés comme moi. Et en ce qui concerne la formation, je fais un constat tout simple autour de moi, on se rend compte que plus on monte au niveau de la formation, il y a très peu de jeunes issus de milieux immigrés ou de milieux pauvres, et je peux vous assurer Monsieur le Président que c'est pas parce que ces jeunes là ne sont pas aussi intelligents que les autres, mais il y a un souci c'est au niveau de l'égalité des chances. Leurs parents sont pauvres, donc ils ne peuvent pas leur servir de garants pour avoir des prêts et faire des formations, ils n'ont pas la possibilité d'obtenir des prêts via leur statut direct auprès de leur banque, ça veut dire qu'ils sont condamnés ces jeunes -là à faire des formations qui ne sont pas forcément des formations de qualité.

Intervenant - La Roche-sur-Foron

Je voulais parler du racisme, je voulais savoir qu'est ce que monsieur Queyranne, Président de la Région Rhône-Alpes proposait contre... comment dire...des solutions pour la lutte contre le racisme, parce que

issu moi-même de nationalité algérienne, je ressens souvent des agressions raciales envers ma personne, et je sais que pas mal de mes amis étant issus aussi de nationalités différentes, ressentent souvent des agressions raciales, qui a été banalisé, qui a été vraiment banalisée, et j'aimerais simplement dire que ces agressions se transmettent par la peur, et se transforment en violence de la part de mes compatriotes, si je peux dire ça, donc je voulais demander à monsieur Queyranne quelles étaient les solutions qu'il nous proposait.

#### Réaliser l'équité éducative

C'est l'équité dans l'accès à l'éducation... :

Laurent TABORO - Enseignant chercheur à l'école supérieure d'ingénieur d'Annecy

Je suis plus particulièrement chargé de la valorisation de la recherche au sein de l'université, mais bon, étant membre de l'équipe présidentielle, je m'intéresse d'une manière générale à tout ce qui touche à l'université. Ici le problème qu'on a, est en rapport en fait avec l'égalité d'accès par rapport aux étudiants à l'université, c'est-à-dire qu'on couvre déjà avec trois sites pas mal d'espace, mais par contre, si on se réfère à ce qui se passe au nord du département par exemple, on doit trouver une solution par rapport à ça, et c'est pas forcément plus raisonnable que ça de créer encore un 4<sup>ème</sup> site de l'université, donc il reste à trouver des solutions assez originales et pertinentes pour pouvoir offrir une égalité des chances à tous les gens et notamment à tous les étudiants d'où qu'ils soient.

Et qu'est-ce que vous attendez, vous de la Région par rapport à ce que vous venez de dire ?

Des réponses certainement en matière de transport, accroître les possibilités et le flux qui vient des régions un peu moins favorisées, comme je l'ai mentionné tout à l'heure, mais également peut-être des solutions aussi originales, de l'ambition et de l'audace par rapport à par exemple des technologies telles que le permettent les médias actuels, comme la vidéo conférence, c'est-à-dire créer des centres à distance, qui nous permettraient d'avoir une cohérence et une puissance raisonnable au niveau de l'université sans nous disperser, mais en même temps, en permettant l'accès aux étudiants.

Intervenant - Grenoble

Je suis étudiant à la fois à l'ESC Grenoble et en licence de Droit. Je voudrais souligner une certaine dualité qui existe entre l'ESC qui relève de l'enseignement mixte entre public et privé, et la faculté qui est publique. Nous pouvons constater une véritable déliquescence -je peux oser utiliser ce mot- dans les bibliothèques, les ressources informatiques.

#### Réaliser l'équité culturelle et dans l'accès à la culture :

Stéphane MERMILLOD - Annecy

Je suis commerçant à la Clusaz, je remercie la Région Rhône-Alpes de nous avoir un peu laissé la parole, j'ai abordé cette enquête d'une façon très positive pour développer, je dirais, une idée principale, pour développer un petit peu la culture sur la Région des Aravis, parce que je trouve qu'on manque cruellement de culture, et je vois que dans le reportage d'une façon intéressante, il y a plusieurs personnes qui mettent en avant dans le fait qu'on est la deuxième Région de France; et j'estime que par rapport à tout cet argent qu'on apporte je dirais au Gouvernement, je trouve que la redistribution n'est pas très équitable en matière de culture, parce que je peux vous dire personnellement, j'ai contacté le Conseil général pour avoir des dotations sur la culture pour la station de la Clusaz entre autres, et on m'a répondu comme ça que la culture c'était surtout pour les grandes villes, d'accord, et qu'ils n'avaient pas tellement d'argent pour ça, donc j'espère et je pense que l'initiative que vous avez eue par rapport à la Rhône-Alpes, qu'elle sera un petit peu comme l'autre initiative qu'il y a eu dans le Sud, c'est à dire que les politiques ont pris des

engagements précis, et qu'on pourra valider sur le terrain dans quelques années, je dirais vos engagements respectifs.

Sébastien BOQUET - Etudiant - Annecy

En fait, moi je trouve qu'Annecy au niveau culturel n'a pas forcément grand -chose, au niveau de la bibliothèque, c'est pas extraordinaire, il n'y a pas de théâtre... ce que je voulais dire, c'est que pour les petits groupes de théâtre, il n'y a pas forcément de scène pour qu'ils puissent se développer, alors forcément, il y a Bonlieu avec les grands concerts, style Garou et la Star Academy, mais ce que je veux dire c'est que pour les petits groupes qui se développent, eh bien, il n'y a pas grand -chose, donc moi c'est juste ça qui me dérange et puis aussi au niveau du pôle technologique et scientifique, moi je participe aux trophées de robotique et aux coupes de robotique E = M6, et c'est vrai qu'au niveau de la robotique, Annecy est énormément frileux, j'ai voulu créer une compétition sur Annecy et je me suis fait rembarrer donc c'est pour ça aussi que ça me tient à cœur.

Alors qu'est-ce que vous proposez, qu'est-ce que vous attendez de la Région ?

Ben, peut-être qu'on aide un peu plus les petits projets au niveau des industries, pas les grandes entreprises, mais les PME, donc c'est toujours revenir à cette idée, d'aider les petits groupes indépendants et qui ont envie de faire quelque chose et de les aider.

#### Réaliser l'équité numérique

C'est aussi l'équité dans l'accès au haut débit, comme le rappelle un élu de la Drôme :

Un élu - Donzère

Deuxième chose sur le haut débit, aujourd'hui il faut mettre fin à une discrimination énorme, 50 % des populations de notre département peuvent avoir Internet à haut débit, 50 % des communes de notre département ne peuvent pas l'avoir, c'est une énorme discrimination, parce qu'il n'y a pas de raison que ce soit uniquement les beaux centres, la vallée du Rhône et les grandes communes qui l'obtiennent, le Conseil Général s'est lancé dans un plan ambitieux pour terminer cette fracture numérique, nous allons y mettre beaucoup d'argent, c'est totalement hors compétences, mais dans 2 ans, 100 % des communes du département auront Internet à haut débit, c'est un engagement que nous avons pris, nous demandons l'aide de la Région, financière et technique, nous travaillons avec le Syndicat Départemental de l'Energie, au 31 décembre 2006 ou au 1<sup>er</sup> janvier 2007, 100 % des communes de la Drôme auront Internet à haut débit, ça va coûter aux alentours d'une dizaine de millions d'euros, c'est indispensable pour des raisons évidemment personnelles, familiales, mais touristiques et économiques.

#### L'équilibre démographique

C'est aussi l'équilibre, sinon l'équité, au plan démographique :

Jean-Louis BAILLY - Militant associatif - La Roche-sur-Foron

Je milite dans un collectif contre l'exclusion dans une association franco -genevoise, et je suis aussi Président du conseil local de développement du genevois au savoyard, donc pour ceux qui ne connaissent pas c'est la représentation de la société civile auprès des contrats de bassin Rhône -Alpes. Je pense que d'abord, il me semblait important que pour ouvrir le débat, ça serait important de définir un petit peu le contexte aux Savoyards, bon, on vient d'évoquer les problèmes de logements, c'est un département où les inégalités sont très fortes, Il y a trois fois plus de résidences secondaires, que de logements sociaux, beaucoup de problèmes de transport, etc...Mais ce que je voudrais soulever ici c'est le fait que la Haute Savoie est une métropole qui est la deuxième de Rhône -Alpes, et cette métropole c'est Genève avec la particularité qu'elle se trouve de l'autre côté de la frontière, mais avec sa ceinture elle représente, la deuxième agglomération de Rhône-Alpes, avec aussi donc aussi sa particularité, c'est que Genève est une Plate forme financière, c'est aussi un centre international, 20 000 emplois dans les banques, 60 000 da ns

l'international, dont 35 000 dans les instances internationales...Do nt plus de la moitié habite en France, donc le problème qui se pose, et j'espère que la Région va nous aider à le régler, c'est le problème de la répartition des logements, c'est aussi le problème de la répartition du travail, donc il y a plus actuellement , plus de 40 000 frontaliers qui vont travailler à Genève. Donc il y a des équilibres à résoudre donc je voudrais savoir comment la Région va aider la société civile à participer à la concertation, et puis Il y a une réflexion à faire sur un développement qui amène en Haute Savoie 7 à 8 000 personnes de plus par an, 6 000 de plus à Genève, alors qu'on ne sait pas résoudre la plupart des problèmes sociaux.

#### L'équité dans le partage du travail

C'est l'égal accès à la formation et au travail :

Romain GERUS - Péronnas

Je suis retraité, je voudrais soulever le problème des maisons de retraite et des maisons de longue durée, ces gens là ne sont pas ici, mais un jour, on le sera comme eux ou tout au moins beaucoup de gens ici ont de la famille qui sont dans ces cas là. Le problème que j'ai rencontré en tant que parent de résidence, c'est le fait qu'il manque du personnel, en général, le personnel n'est pas mal, mais le problème c'est qu'il manque du personnel surtout les week -ends et les jours de fête. Quand je vois le nombre de rmistes qu'il y a en France, il y a ceux qui cherchent du boulot, il faut les aider, le problème n'est pas d'éliminer les subventions bien sûr, mais le problème c'est peut -être de réévaluer la loi sur le RMI, c'est une proposition très simple, modifications (coupure de bande) obliger dans une structure donnée de disons de travailler au moins deux heures par jour, et je peux vous dire que monsieur Polito est prêt à prendre des jeunes, bien sûr, pas n'importe lesquels, pour pouvoir les former, pa rce que aujourd'hui, quand il manque du personnel, pour les personnes âgées c'est très simple, il faut simplement leur donner à boire....

#### Le contrôle des aides publiques

L'équité ne va pas sans le contrôle des fonds qui sont distribués. Cette exigence est majeure, d'autant que les citoyens demandent la transparence des pratiques, ce que l'on pourrait appeler la traçabilité des aides et de l'usage qui en est fait :

Marie-Christine

Moi je travaille dans l'habillement et je veux dire que c'est vrai qu'on est très pessimiste dans cette branche, parce qu'il y a la délocalisation à outrance, même si les patrons font des bénéfices, ils partent et pourtant, on est une main -d'œuvre très mal payée, on est au SMIC, alors que va faire la Région par rapport à ça ? Le textile a eu beaucoup d'aides et on constate que ces aides ont été faites pour la délocalisation. Nous voudrions quand on leur donne des aides qu'il y ait un contrôle et que s'ils délocalisent, il faudrait qu'ils reversent leur somme. Et que va faire la Rég ion pour maintenir le textile chez nous, ici.

Jean JARPIN

On a parlé de l'Etat par rapport à la plasturgie, on a parlé de la Région, mais on a oublié c'est qu'il existe des salariés, et c'est les salariés qui subissent les licenciements, c'est les salari és qui subissent aussi les délocalisations et donc il faut bien en parler, jusqu'à aujourd'hui la plasturgie, elle s'est quand même servie de la Région comme tiroir caisse, sans qu'il n'y ait aucun contrôle des organisations syndicales, des salariés sur où va cet argent, s'il va pour l'emploi ou s'il va pour les investissements sur le territoire national.

Mathilde INGER - Grenoble

Je participe à la vie sociale dans l'agglomération grenobloise et au -delà. Entre autres, je suis assez sensibilisée aux questions de chômage, d'emploi et de la démocratie. (...) Nous avons parlé d'une commission de contrôle des fonds publics. Une des traductions d'une démocratie participative pourrait être



de participer en tant qu'habitant, travailleur au chômage ou salarié - puisque nous sommes alternativement l'un ou l'autre, et généralement très précarisés dans un certain nombre de secteurs - à ce genre de commissions. De quelle manière l'auriez-vous prévu ? C'est quelque chose que j'attends. Qu'il y ait un contrôle, mais pas seulement un contrôle à partir de documents qu'on donne, mais avec des professionnels qui se déplacent et avec une préparation, y compris sur la question de l'observatoire, pas seulement de la Prozirst, mais également des salariés et des chômeurs de l'ensemble de ce département et au-delà de Rhône.